



RAPPORT N° 2019-0054

COMMUNE DE GRENOBLE

JUGEMENT N° 2019-0011

TRESORERIE DE GRENOBLE MUNICIPALE

AUDIENCE PUBLIQUE DU 17 AVRIL 2019

CODE N° 038019185

DELIBERE DU 17 AVRIL 2019

EXERCICES 2012 A 2015

PRONONCÉ LE : 07 JUIN 2019

REPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

**LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES AUVERGNE-RHÔNE-ALPES  
(STATUANT EN CHAMBRE PLENIERE)**

**Vu** le réquisitoire n° 04-GP/2018 du 19 janvier 2018, notifié le 2 février 2018 au comptable concerné et à l'ordonnateur, par lequel le Procureur financier a saisi la chambre en vue de la mise en jeu de la responsabilité personnelle et pécuniaire de M. Jacques X, comptable de la commune de Grenoble, au titre d'opérations relatives aux exercices 2012 à 2015 ;

**Vu** les comptes rendus en qualité de comptable de la commune de Grenoble par M. Jacques X, du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 9 juillet 2015 ;

**Vu** l'article 60 de la loi de finances pour 1963 n° 63-156 du 23 février 1963 ;

**Vu** le code des juridictions financières ;

**Vu** les lois et règlements relatifs à la comptabilité des communes et de leurs établissements ;

**Vu** les décrets n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

**Vu** les observations écrites présentées par M. Jacques X enregistrées au greffe de la juridiction le 17 janvier et le 25 février 2019 ;

**Vu** le rapport de M. Antoine LANG, premier conseiller, magistrat chargé de l'instruction ;

**Vu** les conclusions du Procureur financier ;

**Vu** les pièces du dossier ;

**Entendu** lors de l'audience publique du 17 avril 2019, M. Antoine LANG, premier conseiller, en son rapport et Mme Marie-Odile ALLARD, procureur financier, en ses conclusions ;

**Entendu** en délibéré, M. Nicolas FERRU, président de section, en sa qualité de réviseur, en ses observations ;

**Après** en avoir délibéré hors la présence du public, du rapporteur et du procureur financier ;

***Sur les atteintes aux droits de la défense alléguées par le comptable***

**Attendu** qu'en son réquisitoire le procureur financier relève que le comptable mis en cause a payé au cours des exercices 2012-2015 des indemnités sans disposer des pièces justificatives exigées par l'annexe 1 de l'article D. 1617-19 du code général des collectivités territoriales ; que des indemnités horaires pour travaux supplémentaires ont été payées, pour 120 891,96 €, au vu de délibérations trop générales dans leur formulation, ne précisant pas la liste des emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires ; que d'autres indemnités horaires pour travaux supplémentaires ont été payées en dépassement du contingent de 25 heures mensuelles, pour 31 450,67 €, en l'absence de la décision justifiant ce dépassement ; que des indemnités horaires pour travail du dimanche et jours fériés ont été payées, pour 18 373,60 €, en l'absence à la fois de la délibération qui doit en préciser la nature, les modalités d'attribution et le taux moyen, et de la décision fixant le taux applicable à chaque agent ;

**Attendu** que dans ses observations M. Jacques X considère que les tableaux fournis à l'appui du réquisitoire ne permettent pas de reconstituer le montant des charges présumées, en l'absence de la mention de l'indice des agents et d'un lien direct entre la référence aux extractions Hélios et les pièces justificatives ; que l'absence de transmission des fiches de paye en cause ne lui aurait pas permis de répondre en pleine connaissance de cause ; qu'en raison de sa situation de retraité, il ne dispose pas de l'accès à la consultation (...) d'Hélios, ce qui déséquilibre manifestement le caractère contradictoire de la procédure ;

**Attendu** que les pièces à l'appui du réquisitoire comportent, outre les cédéroms de paye pour les exercices 2012 à 2015, les bordereaux de mandat et les fiches budgétaires au format papier pour les exercices 2012 à 2014 et une fiche papier reproduisant le lien dématérialisé vers ces mêmes documents pour 2015 ; que M. Jacques X a été informé, avec la notification du réquisitoire, de la possibilité d'accéder au dossier et de demander copie de pièces au greffe et qu'il a usé de cette faculté en demandant et obtenant copie du rapport d'instruction ; que sa situation de retraité ne lui interdit pas d'accéder aux informations de son ancien poste comptable, démarche pour laquelle il a disposé d'un délai suffisant ; qu'il avait ainsi accès à l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne appréhension du réquisitoire ;

**Attendu** qu'il résulte de ce qui précède que contrairement à ce que soutient M. Jacques X, la présentation des pièces à l'appui du réquisitoire n'est pas de nature à porter atteinte au caractère contradictoire de la procédure ;

**Attendu** que dans ses observations M. Jacques X invoque l'arrêt du Conseil d'Etat du 23 février 2000 n° 195715 « Labor Métal », lequel imposerait d'éviter que les rapports ou communications collégiales puissent être considérés comme un pré-jugement dans des suites juridictionnelles ; que les termes du réquisitoire considérant que les délibérations, trop générales dans leur formulation, ne précisent pas la liste des emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires se rapprochent des observations contenues dans le rapport d'observations définitives sur la commune de Grenoble délibéré par la Chambre régionale des comptes les 28 mai et 1<sup>er</sup> juin 2018 (exercices 2011 à 2016) qu'il cite les extraits suivants de ce rapport : « si depuis 2015 la progression de la masse salariale est mieux maîtrisée, des mesures ayant été prises afin notamment de réguler l'usage excessif des heures supplémentaires, d'autres restent à mettre en œuvre en matière de temps de travail et de régime indemnitaire », page 4 ; Recommandation n°2 : « Veiller à maîtriser la masse salariale, notamment en modérant les heures supplémentaires et en appliquant la réglementation sur le temps de travail annuel des agents » (page 5) ; « par ailleurs, la rémunération des heures supplémentaires, en tant que composante du régime indemnitaire, doit faire l'objet d'une délibération du conseil municipal qui liste les emplois éligibles. La délibération adoptée en 2009 sur cette question est imprécise, ne comportant pas la liste des emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires. Suite à l'interpellation du comptable public, elle a fait l'objet de deux ajustements en mai 2017 puis en

septembre 2017. La chambre relève que la dernière délibération ne satisfait toujours pas à l'obligation de définir par emploi les possibilités de rémunérer les travaux supplémentaires. Enfin, la chambre estime que les modalités de dérogation au contingent des 25 heures mises en place par la collectivité sont irrégulières. Alors que la réglementation ne permet que des dépassements exceptionnels (...) la délibération de 2009 autorise le maire, sur proposition du DGS, à définir les secteurs d'activité qui, pour raisons de service, doivent bénéficier d'une dérogation. L'ordonnateur a indiqué que ces dérogations avaient été définies lors d'un comité technique de mars 2005 (...). Le conseil municipal a mis à jour ces dérogations générales par délibération de mai 2017 sans remettre en cause l'esprit du dispositif. De 2011 à 2016, un peu plus de 150 agents ont dépassé, au moins une année, le contingent annuel des 300 heures » (pages 57 et 58) ; que M. Jacques X en conclut qu'en application de la jurisprudence Labor Métal, le réquisitoire pourrait être annulé et qu'à défaut la chambre pourrait se récuser ;

**Attendu** qu'aucun principe général du droit ne fait obstacle à ce qu'un même organe exerce tour à tour des attributions d'ordre administratif et d'ordre juridictionnel ; que, toutefois, l'impartialité de la chambre peut être mise en cause si celle-ci a émis dans un rapport public antérieur au jugement une opinion sur la responsabilité du comptable à l'égard des faits objets d'un réquisitoire ; qu'en matière de gestion patente, au regard de la jurisprudence d'appel, une juridiction est disqualifiée lorsque le rapport d'observations critique de manière explicite et précise les insuffisances de l'action du comptable en le rappelant à ses obligations ; que, toutefois, il est possible d'évoquer dans un rapport de gestion des faits qui font, par la suite, l'objet d'une procédure contentieuse dès lors que n'est pas mentionnée la responsabilité du comptable ;

**Attendu** que, si la chambre a traité de manière précise des faits dans son rapport d'observations, comme le soutient le comptable, cette circonstance ne constitue pas en soi un pré-jugement et la chambre peut, sans être disqualifiée, examiner les mêmes faits, au regard des actes de l'ordonnateur dans son rapport de gestion et au regard des actes du comptable dans le jugement à rendre ; que la chambre n'a pas émis, dans son rapport de gestion, une opinion sur la régularité des actes du comptable et ne s'est prononcée ni sur la gravité des faits ni sur l'imputation personnelle des responsabilités ; que les passages du rapport précité ne mettent en cause que la seule responsabilité de l'ordonnateur ; que, si la chambre mentionne également, concernant les heures supplémentaires, l'action du comptable, elle ne met pas en cause celle-ci ;

**Attendu** que la référence implicite à la nomenclature des pièces justificatives dans un rapport d'observations ne constitue pas nécessairement un pré-jugement puisque la nomenclature s'impose en premier lieu à l'ordonnateur ; que la chambre peut ainsi mentionner l'irrégularité commise par l'ordonnateur au titre du contrôle de sa gestion et, si elle en est saisie, de se prononcer sur celle commise par le comptable dans le cadre d'une procédure juridictionnelle ;

**Attendu** qu'il résulte de ce qui précède que, contrairement à ce que soutient le comptable, la chambre ne méconnaît pas le principe d'impartialité qui s'impose à elle ;

### ***Sur la responsabilité des comptables publics en matière de dépenses***

**Attendu** qu'aux termes de l'article 60-1 modifié de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 de finances pour 1963, « *les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables (...) du paiement des dépenses, (...) de la conservation des pièces justificatives des opérations et documents de comptabilité ainsi que de la tenue de la comptabilité* » ainsi que « *des contrôles qu'ils sont tenus d'assurer en matière (...) de dépenses (...)* » ; que leur « *responsabilité personnelle et pécuniaire prévue (ci-dessus) se trouve engagée dès lors (...) qu'une dépense a été irrégulièrement payée* » ;

**Attendu** que l'article 13 du décret n°1962-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, applicable sur l'exercice 2012, dispose « *qu'en ce qui concerne la validité de la créance, le contrôle porte sur : la justification du service fait et l'exactitude des calculs de la liquidation (...) l'intervention préalable des contrôles réglementaires et la production des justifications...* » ; que l'article 20 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, applicable sur les exercices 2013, 2014 et 2015, dispose que « *le contrôle des comptables publics sur la validité de la dette porte sur : (...) 5° la production des pièces justificatives* » ;

**Attendu** que pour apprécier la validité des créances, les comptables doivent notamment exercer leur contrôle sur la production des justifications ; qu'à ce titre, il leur revient d'apprécier si les pièces fournies présentent un caractère suffisant pour justifier la dépense engagée ; que pour établir ce caractère suffisant, il leur appartient de vérifier, en premier lieu, si l'ensemble des pièces requises au titre de la nomenclature comptable applicable leur ont été fournies et, en deuxième lieu, si ces pièces sont, d'une part, complètes et précises, d'autre part, cohérentes au regard de la catégorie de la dépense définie dans la nomenclature applicable et de la nature et de l'objet de la dépense telle qu'elle a été ordonnancée ; que, si ce contrôle peut conduire les comptables à porter une appréciation juridique sur les actes administratifs à l'origine de la créance et s'il leur appartient alors d'en donner une interprétation conforme à la réglementation en vigueur, ils n'ont pas le pouvoir de se faire juges de leur légalité ; qu'enfin, lorsque les pièces justificatives fournies sont insuffisantes pour établir la validité de la créance, il appartient aux comptables de suspendre le paiement jusqu'à ce que l'ordonnateur leur ait produit les justifications nécessaires ;

**Attendu** qu'il résulte de l'article D. 1617-19 du code général des collectivités territoriales, qu'avant de procéder au paiement d'une dépense ne faisant pas l'objet d'un ordre de réquisition, les comptables publics des collectivités territoriales ne doivent exiger que les pièces justificatives prévues pour la dépense correspondante dans la liste définie à l'annexe I dudit code ;

### ***Sur la présomption de charge n° 1, soulevée à l'encontre de M. Jacques X, au titre des exercices 2013 à 2015 :***

#### **Sur les réquisitions du ministère public**

**Attendu** qu'en son réquisitoire le procureur financier relève que le comptable mis en cause a payé des indemnités horaires pour travaux supplémentaires sur les comptes 64111 et 64131 pour un montant total de 41 661,20 € en janvier 2013, 41 295,02 € en janvier 2014 et 37 935,74 € en janvier 2015, au vu de délibérations des 15 décembre 2008 et 22 décembre 2009 qui, trop générales dans leur formulation, ne précisent pas la liste des emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, comme l'exige la rubrique 210224 de l'annexe 1 de l'article D. 1617-19 du code général des collectivités territoriales ;

**Attendu que** le procureur financier conclut de ce qui précède que le comptable mis en cause a commis un manquement à ses obligations en procédant à ce paiement sans avoir l'ensemble des pièces justificatives requises ; que M. Jacques X pourrait ainsi avoir engagé sa responsabilité personnelle et pécuniaire pour un montant total de 120 891,96 € ; qu'il se trouverait ainsi dans le cas déterminé par les dispositions de l'article 60 de la loi du 23 février 1963 et qu'il y a lieu, en conséquence, d'ouvrir l'instance prévue au § III de l'article L. 242-4 du code des juridictions financières aux fins de déterminer la responsabilité encourue ;

#### **Sur la responsabilité du comptable**

**Attendu** que le comptable observe, pour ce qui concerne l'exercice 2015, que le rapport d'instruction ayant fondé le réquisitoire est également visé par l'ordonnance de décharge de son successeur ; que, contrairement à la position du ministère public, cette mention doit être regardée comme un moyen contestant l'équité de la mise en jeu de la responsabilité du comptable ; que toutefois le périmètre du réquisitoire, qui lie la chambre, vise la seule gestion de M. Jacques X ; que la circonstance que son successeur a été déchargé pour sa gestion de 2015 est dès lors sans incidence sur l'examen de la responsabilité de M. Jacques X ;

**Attendu** que M. X a, au cours des exercices 2013, 2014 et 2015 pris en charge des mandats liquidant des indemnités horaires pour travaux supplémentaires selon les tableaux récapitulatifs de l'annexe I au présent jugement ; que, pour le paiement de ces dépenses, l'article D. 1617-19 du code général des collectivités territoriales, annexe I, rubrique 210224, exige la production d'une « *délibération fixant la liste des emplois dont les missions impliquent la réalisation d'heures supplémentaires* » ;

**Attendu** que le comptable disposait, au moment du paiement, des bulletins de paie et des délibérations du conseil municipal de la commune de Grenoble des 15 décembre 2008 et 22 décembre 2009 fixant, en des termes identiques, le régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires effectuées à la demande de l'autorité territoriale, versées mensuellement sur la déclaration des responsables hiérarchiques du nombre d'heures effectuées ; que, selon ces délibérations, « *les agents de catégories C et B des filières administrative, technique, culture, médico-sociale, sportive, police et animation* » peuvent prétendre à l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires ;

**Attendu** que la simple mention des filières ne constitue pas une liste des emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires ; que, de ce fait, les délibérations produites ne comportent pas les précisions requises ;

**Attendu** que dans ses observations le comptable soutient que lui reprocher un paiement au vu de délibérations insuffisamment précises revient à exiger de lui un contrôle de la légalité desdites délibérations ; que s'il n'incombe pas au comptable de se faire juge de la légalité interne des actes qui lui sont transmis par l'ordonnateur, il lui appartient bien de vérifier que les pièces requises lui ont été produites et que ces pièces sont complètes et suffisamment précises au regard des exigences de la nomenclature ;

**Attendu** qu'en procédant à la prise en charge de ces paiements au vu d'une délibération insuffisamment précise en regard des exigences de la nomenclature des pièces justificatives prévue par l'article D. 1617-19 du code général des collectivités territoriales, annexe I, rubrique n° 210224, M. Jacques X a manqué à ses obligations de contrôle de la validité de la créance telles que définies par l'article 13 du décret portant règlement général sur la comptabilité publique précité ; que sa responsabilité personnelle et pécuniaire se trouve ainsi engagée à hauteur de 120 891,96 € ;

## **Sur le préjudice financier pour la commune de Grenoble**

**Attendu** que l'article 60-VI de la loi du 23 février 1963, modifié par la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011, dispose que « *lorsque le manquement du comptable aux obligations mentionnées au I a causé un préjudice financier à l'organisme public concerné (...) le comptable a l'obligation de verser immédiatement de ses deniers personnels la somme correspondante* » ;

**Attendu** qu'à défaut d'une délibération complète et précise, la volonté de l'assemblée délibérante, seule compétente pour désigner les catégories d'agents pouvant bénéficier des indemnités, ne saurait être présumée ; que les paiements d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires en l'absence d'une telle délibération revêtent donc un caractère, non seulement irrégulier, mais également indu ; que ni la réitération par la commune de délibérations imprécises en 2017, ni la certification du service fait par l'ordonnateur ne font obstacle à la reconnaissance d'un préjudice financier ;

**Attendu** que les dépenses ainsi payées du fait du manquement du comptable à ses obligations de contrôle de la validité de la dette ont causé un préjudice financier à la commune de Grenoble ; qu'il y a lieu, en conséquence, de prononcer un débet à l'encontre de M. Jacques X et de mettre à sa charge une somme de 41 661,20 € sur l'exercice 2013, 41 295,02 € sur l'exercice 2014 et 37 935,74 € pour l'exercice 2015 de même montant que les dépenses irrégulièrement payées ; qu'en application des dispositions de l'article 60-IX de la loi précitée du 23 février 1963, ledit débet de 120 891,96 € porte intérêts de droit à compter de la notification du réquisitoire intervenue le 5 février 2018 ;

## **Sur la présomption de charge n° 2, soulevée à l'encontre de M. Jacques X, au titre des exercices 2012 et 2013 :**

### **Sur les réquisitions du ministère public**

**Attendu** qu'en son réquisitoire le procureur financier relève que le comptable a payé des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHVS) au-delà du contingent de 25 heures sur les comptes 64111 et 64131, pour un montant total de 16 033,40 € en janvier 2012 et 15 417,27 € en janvier 2013, en l'absence de la décision justifiant le dépassement, exigée par la rubrique 210224 de l'annexe 1 de l'article D. 1617-19 du code général des collectivités territoriales ;

**Attendu** que le procureur financier conclut de ce qui précède que le comptable a manqué à ses obligations en procédant à ce paiement sans disposer de l'ensemble des pièces justificatives requises ; que M. Jacques X pourrait ainsi avoir engagé sa responsabilité personnelle et pécuniaire pour un montant total de 31 450,67 € ; qu'il se trouverait ainsi dans le cas déterminé par les dispositions de l'article 60 de la loi du 23 février 1963 et qu'il y a lieu, en conséquence, d'ouvrir l'instance prévue au § III de l'article L. 242-4 du code des juridictions financières aux fins de déterminer la responsabilité encourue ;

### **Sur la responsabilité du comptable**

**Attendu** que M. Jacques X a, au cours des exercices 2012 et 2013, pris en charge des mandats liquidant des indemnités horaires pour travaux supplémentaires au-delà du contingent de 25 heures mensuelles autorisées, selon les tableaux récapitulatifs de l'annexe II du présent jugement ; que, pour le paiement de ces dépenses, l'article D. 1617-19 du code général des collectivités territoriales, annexe I, rubrique 210224 exige, au 3° « *le cas échéant, décision justifiant le dépassement du contingent mensuel autorisé* » ;

**Attendu** que le comptable disposait, au moment du paiement, des bulletins de paie et de la délibération du conseil municipal de la commune de Grenoble du 22 décembre 2009, laquelle autorise le paiement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires et limite leur nombre à 25 heures mensuelles par agent tout en prévoyant la possibilité pour le maire de définir les secteurs d'activité qui, pour raison de service, doivent bénéficier d'une dérogation ;

**Attendu** que, dans ses observations, le comptable fait valoir que les pièces figurant au dossier de mandatement permettraient de reconstituer les dérogations accordées, implicitement, par la certification du service fait et l'attestation du caractère exécutoire ; que, toutefois, le mandatement ne constitue pas une pièce justificative du paiement prévue par la nomenclature précitée, laquelle fixe le maximum et le minimum exigible par le comptable pour chaque catégorie de dépense ;

**Attendu** que le comptable considère que la locution « le cas échéant » peut concerner la formalisation sur un support écrit et ne lui permettait pas d'exiger une autre décision que celle déjà contenue implicitement, selon lui, dans le mandatement ; que, toutefois, il est patent que le 3° de la rubrique n° 210224 trouve à s'appliquer, dès lors que le contingent mensuel de 25 heures est dépassé ;

**Attendu** qu'il résulte de ce qui précède que « la décision justifiant le dépassement du contingent mensuel autorisé » n'a pas été produite à l'appui des mandats de paiement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires en dépassement dudit contingent de 25 heures ; qu'en procédant à ces paiements en l'absence d'une décision de l'autorité compétente répondant aux exigences de la nomenclature des pièces justificatives, M. Jacques X a manqué à son obligation de contrôle de la validité de la créance ; que sa responsabilité personnelle et pécuniaire se trouve ainsi engagée à hauteur de 31 450,67 € ;

**Attendu** qu'en tout état de cause, la délibération du 22 décembre 2009, était, ainsi qu'il a déjà été exposé, trop imprécise pour justifier le versement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires, que ce soit en deçà ou au delà, du contingent mensuel de 25 heures ;

### **Sur le préjudice financier pour la commune de Grenoble**

**Attendu** que l'article 60-VI de la loi du 23 février 1963 dispose que « *lorsque le manquement du comptable aux obligations mentionnées au I a causé un préjudice financier à l'organisme public concerné (...) le comptable a l'obligation de verser immédiatement de ses deniers personnels la somme correspondante* » ;

**Attendu** que le comptable fait valoir des délibérations prises en 2017 qui présenteraient un caractère interprétatif des délibérations de 2008 et 2009 et seraient un élément important permettant de montrer qu'il n'y a pas de préjudice pour la collectivité ; que, toutefois, sans même qu'il soit besoin de se prononcer sur leur effet sur les délibérations précédentes, elles sont postérieures aux paiements qu'elles ne peuvent, de ce fait, justifier ;

**Attendu** que le préjudice financier se traduit dans la comptabilité de la collectivité, soit par un appauvrissement patrimonial non recherché par celle-ci, soit par une contrepartie non conforme à son souhait ; que les actes requis par la nomenclature des pièces jointes sont nécessaires pour considérer que les droits au paiement étaient ouverts par l'autorité compétente au moment du paiement ; qu'en l'espèce, la décision de l'autorité compétente justifiant le dépassement du contingent mensuel fait défaut ;

**Attendu** que les dépenses ainsi payées, du fait du manquement du comptable à ses obligations de contrôle de la validité de la dette, ont causé un préjudice financier à la commune de Grenoble ; qu'il y a lieu, en conséquence, de prononcer un débet à l'encontre de M. Jacques X et de mettre à sa charge une somme de 16 033,40 € sur l'exercice 2012 et 15 417,27 € sur

l'exercice 2013 de même montant que les dépenses irrégulièrement payées ; qu'en application des dispositions de l'article 60-IX de la loi précitée du 23 février 1963, ledit débet de 31 450,67€ portera intérêts de droit à compter de la notification du réquisitoire intervenue à la date du 5 février 2018 ;

***Sur la présomption de charge n° 3, soulevée à l'encontre de M. Jacques X, au titre des exercices 2012 à 2014 :***

**Sur les réquisitions du ministère public**

**Attendu** qu'en son réquisitoire le procureur financier relève que le comptable mis en cause a payé des indemnités horaires pour travail du dimanche et jours fériés sur les comptes 64111 et 64131 pour un montant total de 6 014,18 € en janvier 2012, de 6 547,03 € en janvier 2013 et de 5 812,39 € en janvier 2014 en l'absence à la fois de la délibération, en fixant la nature, les modalités d'attribution et le taux moyen, et de la décision déterminant le taux applicable à chaque agent, exigées par la rubrique n° 210223 de l'annexe 1 de l'article D. 1617-19 du code général des collectivités territoriales ; que par ailleurs le comptable n'a pas liquidé les montants versés conformément à l'arrêté du 31 décembre 1992 fixant l'indemnité horaire pour travail du dimanche et des jours fériés en faveur des agents territoriaux à 4,85 francs, soit 0,74 € ;

**Attendu** que le procureur financier conclut de ce qui précède que le comptable mis en cause a ainsi commis un manquement à ses obligations en procédant à ce paiement sans avoir l'ensemble des pièces justificatives requises ; que M. Jacques X pourrait ainsi avoir engagé sa responsabilité personnelle et pécuniaire pour un montant total de 18 373,60 € ; qu'il se trouverait ainsi dans le cas déterminé par les dispositions de l'article 60 de la loi du 23 février 1963 et qu'il y a lieu, en conséquence, d'ouvrir l'instance prévue au § III de l'article L. 242-4 du code des juridictions financières aux fins de déterminer la responsabilité encourue ;

**Sur la responsabilité du comptable**

**Attendu** que M. Jacques X a, au cours des exercices 2012, 2013 et 2014, pris en charge des mandats liquidant des indemnités horaires pour travail du dimanche et jours fériés, selon les tableaux récapitulatifs de l'annexe III au présent jugement ;

**Attendu** que ces indemnités sont distinctes des indemnités horaires pour travail supplémentaire effectué de nuit ou les dimanches et jours fériés ; que le montant de l'indemnité horaire pour travail du dimanche et des jours fériés instituée par l'arrêté du 19 août 1975 a été fixé par l'arrêté du 31 décembre 1992 au taux horaire de 4,85 francs, soit 0,74 € ; que conformément aux dispositions de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il revient aux organes délibérants des collectivités territoriales de fixer le régime indemnitaire ;

**Attendu** que le comptable disposait, au moment du paiement, des bulletins de paie faisant apparaître un taux horaire variant entre un minimum de 14,38 € et un maximum de 26,08 €, selon les agents concernés ;

**Attendu** que pour ces dépenses, l'article D. 1617-19 du code général des collectivités territoriales, annexe I, rubrique n° 210223 exige : « 1. Décision de l'assemblée délibérante fixant la nature, les modalités d'attribution et le taux moyen des indemnités ; 2. Décision de l'autorité investie du pouvoir de nomination fixant le taux applicable à chaque agent » ; qu'il n'est pas contesté par le comptable que ces pièces n'ont pas été produites à l'appui des mandats de paiement des indemnités horaires pour travail du dimanche et jours fériés ; que la nomenclature précitée fixe le maximum et le minimum exigible pour chaque catégorie de dépense et s'impose au comptable public et à l'ordonnateur comme au juge des comptes ;



**Attendu** qu'en procédant à ces paiements en l'absence des pièces justificatives requises, M. Jacques X a manqué à son obligation de contrôle de la validité de la créance ; que sa responsabilité personnelle et pécuniaire se trouve ainsi engagée à hauteur de 18 373,60 € ;

### **Sur le préjudice financier pour la commune de Grenoble**

**Attendu** que l'article 60-VI de la loi du 23 février 1963, modifié par la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011, dispose que « *lorsque le manquement du comptable aux obligations mentionnées au I a causé un préjudice financier à l'organisme public concerné (...) le comptable a l'obligation de verser immédiatement de ses deniers personnels la somme correspondante* » ;

**Attendu** qu'à défaut d'une délibération complète et précise, la volonté de l'assemblée délibérante, seule compétente pour fixer le régime indemnitaire, ne saurait être présumée ; que les paiements d'indemnités horaires pour travail du dimanche et jours fériés en l'absence d'une telle délibération revêtaient donc un caractère, non seulement irrégulier, mais également indu ; que la certification du service fait ne fait pas obstacle à la reconnaissance d'un préjudice financier ;

**Attendu** que les dépenses ainsi payées, du fait du manquement du comptable à ses obligations de contrôle de la validité de la dette, ont causé un préjudice financier à la commune de Grenoble ; qu'il y a lieu, en conséquence, de prononcer un débet à l'encontre de M. Jacques X et de mettre à sa charge une somme de 6 014,18 € sur l'exercice 2012, de 6 547,03 € sur l'exercice 2013 et de 5 812,39 € sur l'exercice 2014, de même montant que les dépenses irrégulièrement payées ; qu'en application des dispositions de l'article 60-IX de la loi précitée du 23 février 1963, ledit débet de 18 373,60 € portera intérêts de droit à compter de la notification du réquisitoire intervenue à la date du 5 février 2018 ;

### **Sur le respect des règles du contrôle sélectif de la dépense**

**Attendu** qu'en application du IX de l'article 60 de la loi de finance du 23 février 1963, « *les comptes publics dont la responsabilité personnelle et pécuniaire a été mise en jeu (...) peuvent obtenir du ministre chargé du budget la remise gracieuse des sommes mises à leur charge. Hormis le cas (...) de respect par celui-ci, sous l'appréciation du juge des comptes, des règles de contrôle sélectif des dépenses, aucune remise gracieuse totale ne peut être accordée au comptable public dont la responsabilité personnelle et pécuniaire a été mise en jeu par le juge des comptes, le ministre chargé du budget étant dans l'obligation de laisser à la charge du comptable une somme au moins égale au double de la somme mentionnée au deuxième alinéa dudit VI* », soit 3 millièmes du montant du cautionnement du poste comptable, en application du décret n° 2012-1386 du 10 décembre 2012 ;

**Attendu** qu'aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 25 juillet 2013 portant application du premier alinéa de l'article 42 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et encadrant le contrôle sélectif de la dépense : « *Le comptable public établit un plan de contrôle hiérarchisé des ordres de payer qui distingue : 1° Les catégories de dépenses soumises, a priori, à l'ensemble des contrôles définis par les articles 19 et 20 du décret susvisé ; 2° Les catégories de dépenses soumises, a priori ou a posteriori, à tout ou partie des contrôles définis par les articles 19 et 20 du décret susvisé* » ; que l'article 3 du même arrêté prévoit que : « *Le plan de contrôle hiérarchisé des dépenses est élaboré par le comptable public assignataire selon une méthodologie définie par le directeur général des finances publiques pour chaque catégorie de personnes morales énumérée à l'article 1<sup>er</sup> du décret susvisé* » ; qu'aux termes de l'article 11 du même décret, « *le comptable sollicite, selon des modalités définies par le directeur général des finances*

*publiques, l'approbation par son supérieur hiérarchique de son plan de contrôle hiérarchisé des dépenses » ;*

**Attendu** qu'un document intitulé plan de contrôle sélectif relatif à la paye, daté de juin 2012, a été produit mais ne porte pas validation par le comptable supérieur ; que ce document ne permet donc pas de considérer qu'un contrôle allégé de la paie avait été instauré ; que, dans ces circonstances, le contrôle des bulletins de paie par M. Jacques X devait être exhaustif ; que, par voie de conséquence, les débits prononcés à son encontre ne pourront faire l'objet d'une remise gracieuse totale ;

## **PAR CES MOTIFS,**

### **DECIDE**

**Article 1 :** M. Jacques X est constitué débiteur envers la commune de Grenoble d'une somme de 41 661,20 € sur l'exercice 2013 au titre de la première charge, augmentée des intérêts de droit calculés au taux légal à compter de la date du 5 février 2018 de notification du réquisitoire du procureur financier près la chambre régionale des comptes ;

**Article 2 :** M. Jacques X est constitué débiteur envers la commune de Grenoble d'une somme de 41 295,02 € sur l'exercice 2014 au titre de la première charge, augmentée des intérêts de droit calculés au taux légal à compter de la date du 5 février 2018 de notification du réquisitoire du procureur financier près la chambre régionale des comptes ;

**Article 3 :** M. Jacques X est constitué débiteur envers la commune de Grenoble d'une somme de 37 935,74 € sur l'exercice 2015 au titre de la première charge, augmentée des intérêts de droit calculés au taux légal à compter de la date du 5 février 2018 de notification du réquisitoire du procureur financier près la chambre régionale des comptes ;

**Article 4 :** M. Jacques X est constitué débiteur envers la commune de Grenoble d'une somme de 16 033,40 € sur l'exercice 2012 au titre de la seconde charge, augmentée des intérêts de droit calculés au taux légal à compter de la date du 5 février 2018 de notification du réquisitoire du procureur financier près la chambre régionale des comptes ;

**Article 5 :** M. Jacques X est constitué débiteur envers la commune de Grenoble d'une somme de 15 417,27 € sur l'exercice 2013 au titre de la seconde charge, augmentée des intérêts de droit calculés au taux légal à compter de la date du 5 février 2018 de notification du réquisitoire du procureur financier près la chambre régionale des comptes ;

**Article 6 :** M. Jacques X est constitué débiteur envers la commune de Grenoble d'une somme de 6 014,18 € sur l'exercice 2012 au titre de la troisième charge, augmentée des intérêts de droit calculés au taux légal à compter de la date du 5 février 2018 de notification du réquisitoire du procureur financier près la chambre régionale des comptes ;

**Article 7 :** M. Jacques X est constitué débiteur envers la commune de Grenoble d'une somme de 6 547,03 € sur l'exercice 2013 au titre de la troisième charge, augmentée des

intérêts de droit calculés au taux légal à compter de la date du 5 février 2018 de notification du réquisitoire du procureur financier près la chambre régionale des comptes ;

**Article 8** : M. Jacques X est constitué débiteur envers la commune de Grenoble d'une somme de 5 812,39 € sur l'exercice 2014 au titre de la troisième charge, augmentée des intérêts de droit calculés au taux légal à compter de la date du 5 février 2018 de notification du réquisitoire du procureur financier près la chambre régionale des comptes ;

**Article 9** : M. Jacques X ne pourra être déchargé de sa gestion sur les exercices 2012, 2013, 2014 et 2015 qu'après avoir justifié de l'apurement, en principal et intérêt, des débits prononcés à son encontre ;

Fait et jugé par M. Michel PROVOST, vice-président, président de séance, Mme Geneviève GUYENOT, M. Alain LAÏOLO et M. Nicolas FERRU, présidents de section, M. Xavier GIVELET, M. Xavier GALLIOT et M. Laurent DELAHAYE, premiers conseillers, M. Joris MARTIN, Mme Jennifer EL-BAZ, conseillers

En présence de Madame Corinne VITALE-BOVET, greffière de séance.

La greffière de séance

Le président de séance

Corinne VITALE-BOVET

Michel PROVOST

En conséquence, la République française mande et ordonne à tous huissiers de justice, sur ce requis, de mettre ledit jugement à exécution, aux procureurs généraux et aux procureurs de la République près les tribunaux de grande instance d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En application des articles R. 242-19 à R. 242-21 du code des juridictions financières, les jugements prononcés par la chambre régionale des comptes peuvent être frappés d'appel devant la Cour des comptes dans le délai de deux mois à compter de la notification, et ce selon les modalités prévues aux articles R. 242-22 à R. 242-24 du même code. Ce délai est prolongé de deux mois pour les personnes domiciliées à l'étranger. La révision d'un jugement peut être demandée après expiration des délais d'appel, et ce dans les conditions prévues à l'article R. 242-29 du même code.

## ANNEXES Tableaux récapitulatifs des montants individuels versés

Source : bulletins de salaire des mois concernés

### ANNEXE I - Première présomption de charge

Bordereau 136, mandat 534. Date de prise en charge : 23/01/2013

JANVIER 2013 : 41 661,20 € (Titulaires : 39 111,62 € et Non-titulaires : 2 549,58 €)

Nom	Prénom	Nbre IHTS	Montant
	Daniel	12	246
	Salim	2	30,06
	Bernard	3	50,94
	Eric	12	209,3
	Michel	25	406,18
	Marie Sylvie	4,5	69,03
	Gabriel	2	56,32
	Franck Joseph	14	254,16
	Roger	2	54,16
	Georges	1	32,88
	Albert	2	29,9
	André	1	32,96
	Antoine	2	28,16
	Thierry	7	155,3
	Jean-Luc	24	508,78
	Marc	5,5	82,23
	René	8	164,8
	Herve	24	415,18
	M'hammed	20	329,86
	Jerome	2	53,4
	Marie-Paule	15	213,07
	Bruno	2	33,58
	Eric	1,5	21,57
	Paul	7	111,16
	Martine	14	198,66
	Steve	6	179,4
	Jean Christophe	9	151,14
	Yves	15,5	223,24
	André	19,5	281,68
	Dominique	6,25	88,19
	Sébastien	5	71,9
	Francoise	25	326,31
	David	8,5	118,41
	Jean-Yves	2	59,8
	Thierry	1	16,98
	Jamel	5	76,7
	Joachim	4,5	73,98
	Didier	12	217,42
	Jean Noel	3	46,59
	Pascale	25	364,03
	Georges	10	256,96
	Jean-Baptiste	4	90,18
	Michel	4	59,8
	Francisco	4	64,24
	Lionel	8	246,56
	Emmanuel	7,25	99,62
	Robert	25	376,39
	Denis	4,5	67,28

...	André	1	29,9
	Jean	3	46,59
	Christophe	1	28,92
	Henri-Pascal	2	57,84
	Hakim	8	119,6
	Albert-Abderrahim	7	101,22
	Frederic	3	43,38
	Didier	9	180,36
	Fabrice	2	59,36
	Mohammed	3	72,78
	Patrick	2	29,9
	Alain	20,5	442,8
	Bruno	2	33,96
	Sylvian	3	44,85
	Claude	6	180,36
	Marc	9,5	132,34
	Laurent	6	80,1
	Laurent Daniel	4	59,04
	Michel	6	89,7
	Annick	25	398,5
	Nora	23	370,94
	Marc	3	80,1
	Noël	10	132,4
	Jean-Claude	4	83,58
	Marianne	21	306,95
	Pierre Joseph	2	55,72
	David	1	26,7
	Laurent	2	53,4
	Joseph	2	53,4
	Karine	12,75	230,15
	David	25	705,5
	Felix	8	134,32
	Fabrice	20	283,58
	Laurent	1	25,18
	Christophe	20	288,98
	Mohamed	25	334,62
	Stephanie	16,5	217,67
	Franck	3	72,96
	Didier	1	26,7
	Michel	1	26,7
	Sylvain	2	26,7
	Rolland	3	41,79
	Élisabeth	16	205,38
	Alain	5	69,65
	Frederic	25	364,38
	Albert	14	222,88
	Christophe	1	14,38
	Mohamed	1	26,7
	Thierry	3	40,05
	Eric	2	53,4
	Alain	7	229,6
	Nassira	15	185,14
	Christine	19,5	319,87
	Christian	3	50,94
	Joseph	2	53,4
	Jean-Philippe	22,5	473,93
	Fabrice	5,34	153,58
	Christoph	2	53,4
	Christophe	7	98,77

	David	5	67,3
	Abdel-Kader	25	327,26
	Raphael	12,5	166,88
	Yoann	20	268,26
	Sylvain	3	41,79
	Abbas	1	25,02
	Eric	2	26,56
	Mouloud	6	77,34
	Yohann	14	201,9
	Herve	6	79,68
	Lilian	2	53,84
	Ouassila	25	310,34
	Catherine	5	64,45
	Moussa	2	47,76
	Christophe	2	53,84
	Gérard	6	97,5
	Mustapha	25	324,45
	Morad	2	25,78
	Dominique	3	74,16
	Thierry	6	75,06
	Royal	9	125,37
	Christophe	1	25,02
	Pascal	1	12,51
	Vincent	1	12,89
	Radoine	11	144,6
	Larbi	12	147,96
	Brigitte	4	48,2
	René	2	24,66
	Jean-Paul	8	131,2
	Vincent	4	62,55
	Marie-Ange	15	186,8
	Francis	4	50,04
	Gerald	14	195,02
	Roger	2	47,76
	Fatiha	15	191,3
	Jean-Patrick	5	125,1
	Jean Luc	15	230,34
	David	2	49,32
	Francois	7	115,36
	Lakhdar	20	275,32
	Sofiane	5	100,08
	Sylvie	25	376,39
	Laurent	9	130,14
	Virginie	2	50,04
	Nathalie	1	25,02
	Calogera	2	50,04
	Mohamed	9	131,78
	Thierry	5	61,65
	Abdel-Kader	3	39,27
	Alain	2	24,26
	Mario	7	83,3
	Jonathan	6,5	83,79
	Sébastien	1	12,89
	Frederic	1,5	19,05
	Diogènes	19	340,68
	Eric	6	203,76
	Antoine	3	93,6
	Jean-Michel	9	152,82
	Daniel	12	196,8

	Lucia	4,5	53,37
	Maurice	2	59,8
	Gilbert	11	188,76
	Christian	5,5	82,23
	Bruno	12	179,4
	Philippe	2	38,6
	Gérard	7	158,4
	Jean-Pierre	4	69,12
	Yves	2	33,58
	Albert	16	254,58
	Jean-Jacques	5	89,25
	Francois	1	16,44
	Thierry	1	32,8
	Daniel	3	49,44
	Michel	25	433,1
	Jean-Pierre	25	425,47
	Jean Luc	13	206,83
	Joseph	6	134,55
	Nicolas	2	23,88
	Florence	12	150,12
	Noureddine	22	265,74
	Fabien	9	110,61
	Ratko	1	25,4
	Mathieu	3	35,82
	Nicolas	2	25,4
	Stéphane	2	49,16
	Jeremy	1	25,1
	Bruno	2	25,79
	Mérione	20	238
	Saman	4	56,92
	Julien	7	87,57
	Sandrine	9	113,67
	Virgile	2	49,6
	Cyril	8,65	201,88
	Stephen	11,5	136,85
	Géraldine	25	311,2
	Valerie	20	239,94
	Sully	3,5	47,11
	Faycal	21	252,91
	Taous	20	240,74
	Jeremy	1	24,26
	Gaspard	2	23,72
	Mohamed	25	299,59
	Mohamed	25	316,95
	Gregory	13,5	168,66
	Nadia	10	119,8
	Thierry	6	74,4
	Jean-Claude	1	24,32
	Jerome	1	23,72
	Julien	1	12,33
	Mickael	10	124,8
	Djalil	1	23,8
	Thierry	5	76,68
	Michel	1	24,66
	Hamid	25	325,44
	Francis	3	79,68
	Nicolas	5	62,55
	Philippe	2	51,12
	Christophe	7	86,8

	Sébastien	2	48,2
	José Manuel	1	25,26
	Saindou	1	23,72
	Bruno	3	36,03
	Aurélien	8	132,55
	Anthony	4	58,95
	Brice	24	516,18
	Sébastien	1,5	18,72
	Julien	6,5	80,86
	Virginie	1	11,86
	Tony	7	83,02
	Nicolas	7	83,3
	Céline	12,5	149,25
	Amedeo	2	47,76
	Franck	22,5	421,03
	Hichem	1	23,66
	David	22	526,32
	Stéphane	2	47,76
	Bernard	6	75,06
	Igor	3	71,16
	Fabien	7	99,84
	Damien	10	122,4
	Cindy	9,3	113,46
	Stephanie	25	308,09
	Abdelfattah	3	71,64
	Samuel	3	70,98
	Estelle	9,25	112,85
	Samia	17	301,2
	Jerome	25	299,59
	Christophe	3	71,64
	Fabrice	1	11,94
	Gilles	2	48,04
	Patrick	4	94,64
	Jerome	1	11,94
	Laetitia	2	24,58
	Sébastien	7,5	88,95
	Raphael	3	72,96
	Laurent	9,5	112,67
	Herve	21	403,48
	M'hamed	2	59,8
	Nebbah	8	118,6
	Jeremy	19	249,6
	Karim	3	37,44
	Mehdi	2	47,32
	Pierre	2	47,44
	Anthony	4	47,32
	Anthony	2,59	62,06
	Xavier	1,25	39,88
	Nicolas	5,34	127,09
	Karim	8	95,2
	Jean-Robert	6	72,06
	Djamel	24	405,76
	Laurent	1,25	45,88
	Renaud	1	23,66
	Stéphane	1	23,72
	Dominique	6	95,28
	Pascal	2	31,28
	Coline	7,5	88,43
	Florence	9,5	120,27



	Louis	4	59,7
	Jean-Louis	4,5	76,41
	Damien	4	95,84
	Gilles	10	144,6
	Nicole	2	32,5
	Maurice	22	467,79
	Jean-Paul	8	131,2
	Graziella	4,5	65,07
	Christian	2	65,6
	Dominique	1	32,5
	Alain	5	82
	Lucien	8	149,84
	Claude	3	98,4
	Pascal	7	104,65
	Laurent	1	29,9
	Jean-Pierre	10	164
	Denis	4	71,4
	Joseph	8	158,8
	Michel	12	184,08
	Jean-Marc	13	201,89
	Tayeb	3	83,58
	Jean-Claude	1	29,9
	Noel	7	104,65
	<b>Total TITULAIRES</b>		<b>39 111,62</b>

Nom	Prénom	Nbre IHTS	Montant
	Abdelhamid	8	101,28
	Rachid	7	82,25
	Thomas	8,5	101,83
	Gaëlle	39	752,48
	Salim	11	131,78
	Mourad	5,5	77,83
	Vincent	25	425,47
	Guillaume	5,5	67,06
	Mathieu	3	35,25
	Yassine	4	47
	Jimmy	2	23,5
	Céline	16	256,98
	Corentin	15	179,89
	Benedicte	14	213,64
	Gilles	3	53,34
	<b>Total NON TITULAIRES</b>		<b>2 549,58</b>

Bordereau 136, mandat 590 - Date de prise en charge : 23/01/2014

Montant JANVIER 2014 : 41 295,02 € (Titulaires : 38 148,03 € Non-titulaires : 3 146,99 €)

Nom	Prénom	Nbre IHTS	Montant
	Daniel	11	229,6
	Bernard	9	169,8
	Danino	6,5	138,39
	Eric	5	119,6
	Gabriel	1	29,9
	Roger	3	84,48
	Eric	10	201,89
	Georges	1	33,96
	Christophe	5	72,3
	André	2	67,92
	Patrick	6	100,74
	Jean-Daniel	4,5	90,64
	Thierry	6	139,77
	René	10	214,4
	Herve	23	455,73
	Jerome	3	82,86
	Marie-Paule	25	357,17
	Nabil	7	100,66
	Bruno	1	16,79
	Martine	10	141,9
	Sylvie	13	195,39
	Steve	5	158,8
	Jean Christophe	2	54,96
	Eric	7	103,32
	Véronique	7	99,33
	André	21	303,59
	Dominique	6,75	95,24
	Francoise	25	326,31
	Jean-Yves	1	29,9
	Thierry	13	237,72
	Pascale	8	115,68
	Jean-Baptiste	2,5	52,61
	Michel	4	59,8
	Eric	6	95,28
	Francisco	5	160,6
	Michel	3	49,2
	Lionel	2	61,64
	Robert	25	376,39
	Eric	1	16,4
	André	2	59,8
	Filippo	2	61,36
	Henri-Pascal	3	89,7
	Albert-Abderrahim	9	134,55
	Didier	13	240,48
	Fabrice	4	115,68
	Mohammed	2	50,04
	Antonio	3,5	64,89
	Nacer	21	272,09
	Claude	7	210,42
	Sylvie Claude	19,5	292,85
	Annick	25	398,5
	Nora	20,5	344,31
	Marc	2	53,4
	Jean-Claude	3	86,28

	Marianne	4	60,12
	Pierre-Joseph	12	172,56
	David	2	41,79
	Laurent	10	173,55
	Joseph	2	55,24
	Karine	9,5	130,53
	David	25	719
	Felix	3	50,37
	Fabrice	25	379,14
	Laurent	1	25,18
	Christophe	25	374,53
	Dominique	11	186,94
	Denia	14	184,24
	Franck	3	76,68
	Gabriel	22,5	291,73
	Mustapha	6	125,37
	Rachid	3	38,67
	Fabrice	0,5	13,35
	Alain	4	55,72
	Albert	11	181,09
	Mohamed	7	120,15
	Eric	1	26,7
	Alain	6	196,8
	Nassira	15	191,9
	Christian	3	50,94
	Joseph	2	53,4
	Jean-Philippe	10,5	193,58
	Christoph	1	26,7
	Abdel-Kader	14	207,36
	Raphael	22	308,52
	Yoann	16,5	220,8
	Albert	25	362,03
	Thierry	25	359,03
	Sylvain	3	41,79
	Abbas	1	25,02
	Yohann	2	38,67
	Noureddine	1	23,96
	Lilian	2	55,72
	Ouassila	25	311,2
	Kamel	25	314,95
	Roger	3	98,88
	Frederic	2	25,02
	Christophe	2	53,84
	Thierry	16,5	213,19
	Dominique	4	99,52
	Thierry	11,5	161,13
	Royald	4,5	62,69
	Christophe	2	50,04
	Salah	4	113,84
	Philippe	13	257,4
	Bruno	2	27,48
	Larbi	12	261,24
	Katia	21	276,42
	Vincent	3	64,45
	Mohamed	3	71,88
	Marie-Ange	15	186,8
	Roger	1	23,96
	Fatiha	16	204,24
	Bilal	24	316,26

	Jean-Patrick	5	128,9
	Jean Luc	16	245,92
	David	6	107,82
	Sofiane	2	50,04
	Sylvie	25	376,39
	Laurent	6	105,42
	Nathalie	1	25,02
	Sélima	18	215,4
	Mohamed	23	326,3
	Abdel-Kader	12	157,08
	Bastien	4	50,04
	Foued	-4,5	-55,49
	Mario	7	83,58
	Nuno	1	25,78
	Jonathan	1	13,09
	Nabil	16	256,14
	Sébastien	8	116,01
	Ramzi	11	163,68
	Abdelkader	1	25,18
	Yasmina	25	299,59
	Diogènes	19	340,68
	Eric	3	101,88
	Max	7	114,8
	Antoine	2	62,4
	Bernard	16	328
	Daniel	8	131,2
	Jean Yves	1	24,02
	Lucia	17	203,55
	Bruno	7	104,65
	Marcel	25	594,57
	Jacques	25	462,27
	Aomar	2	67,92
	Guy	4	67,16
	Yves	12	201,48
	Isabelle	2	32,8
	Jean-Jacques	8	142,8
	Thierry	2	65,6
	Daniel	3	49,44
	Jean-Pierre	25	442,1
	Jean Luc	17	288,11
	Joseph	15	269,1
	Florence	9	125,1
	Noureddine	10,5	130,2
	Fabien	12	148,32
	Stéphane	2	49,76
	Jeremy	1	25,4
	Gregory	16	214,23
	Virgile	3	74,4
	Cyril	8,75	120,58
	Stephen	4	48,2
	Géraldine	25	311,2
	Valerie	20	241,34
	Frederic	3	38,67
	Mathieu	7	110,16
	Faycal	16,5	198,15
	Mohamed	20	253
	Nadia	21	256,06
	Noureddine	9	144,6
	Franck	1	26,7

	Grégory	23	510,04
	Jean-Claude	2	48,64
	Mickael	1	23,96
	Julien	24,5	308,6
	Djalil	3	71,64
	Hamid	3	71,64
	Francis	7	119,52
	Romain	2	48,2
	Philippe	1	25,56
	Sébastien	2	50,04
	Eric	1	24,8
	Magali	10	143,99
	Hakim	1	23,72
	Solenn	15	186,2
	Jose-Manuel	6	104,72
	Saindou	2	47,76
	Anthony	3	70,98
	Véronique	20	249,2
	Brice	12	259,56
	Stéphane	12	146,88
	Maxime	4	47,92
	Céline	23,5	284,32
	Hamed	4	100,08
	Amedeo	6	108,09
	Franck	13,5	208,25
	Hichem	2	47,6
	Stéphane	2	35,94
	Igor	3	71,64
	Fabien	0,5	12,55
	Jean-Antoine	3	53,07
	Damien	4	49,16
	Cindy	12	147,48
	Stephanie	20,3	251,5
	Abdelfattah	2	48,04
	Taoufik	13	174,72
	Samuel	3	71,4
	Romain	16	211,62
	Estelle	10,42	128,06
	Samia	10	187,68
	Christophe	2	48,04
	Gilles	2	49,6
	Laetitia	1	12,33
	Patryk	4	95,2
	Eric	12	148,32
	Arnaud	2,75	69,47
	Hervé	14	267,54
	M'hamed	18	328,9
	Laurent	0	1,52
	Alexandre	8	107,1
	Nebbah	4	47,76
	Jeremy	5	87,36
	David	5	71,88
	Pierre	2	49,32
	Loris	0,67	16,05
	Joseph	10	121,6
	Djamel	12	147,96
	Belgasse	3	71,16
	Joris	1	24,58
	Laurent	10,75	205,43

	Kevin	1	23,66
	Renaud	1	23,8
	Dominique	20	326,56
	Frederic	4,34	103,64
	Laurent	2,5	41,79
	Florence	2	25,4
	Achour	5	83,58
	Louis	1	23,96
	Jenny	4	47,32
	Cathie	1,25	29,85
	Eddy	7	83,86
	Gilles	2	44,85
	Samir	1	23,96
	Jean-François	7,35	169,55
	Nicole	1	16,79
	Christian	2	65,6
	Dominique	6	117,53
	Alain	17	279,58
	Claude	3	98,4
	Pascal	8	119,6
	Mylène	18	296,24
	Laurent	1	29,9
	Jean-Pierre	2	32,8
	Joseph	4	63,52
	Michel	17	261,5
	Louis	4	59,7
	Jean-Louis	4,5	76,41
	Damien	4	95,84
	Gilles	10	144,6
	Nicole	2	32,5
	Maurice	22	467,79
	Jean-Paul	8	131,2
	Graziella	4,5	65,07
	Christian	2	65,6
	Dominique	1	32,5
	Alain	5	82
	Lucien	8	149,84
	Claude	3	98,4
	Pascal	7	104,65
	Laurent	1	29,9
	Jean-Pierre	10	164
	Denis	4	71,4
	Joseph	8	158,8
	Michel	12	184,08
	Jean-Marc	13	201,89
	Tayeb	3	83,58
	Jean-Claude	1	29,9
	Noel	7	104,65
	Jean-Claude	2	59,8
	<b>Total TITULAIRES</b>		<b>38 148,03</b>

Nom	Prénom	Nbre IHTS	Montant
	Eric	3	71,4
	Meriem	1,5	17,69
	Ninon	4,5	53,06
	Rachid	17	201
	Élise	3	35,37
	Johann	3,75	44,21
	Inès	4,5	53,06
	Thomas	4,5	53,91
	Anna Pia	29,5	449,75
	Christophe	16	189,02
	Ainhoa	18,75	222,67
	Lilly	0,75	8,84
	Cléo	8,25	123,8
	Emmanuelle	14	165,62
	Fanny	3,75	44,21
	Léa	40,5	480,91
	Gaëlle	40	932,47
	<b>Total NON TITULAIRES</b>		<b>3 146,99</b>

Bordereaux 103 et 104, mandat 447 - Date de prise en charge : 22/01/2015

Montant JANVIER 2015 : 37 935,74 € (Titulaires : 36 423,44 € et Non-titulaires : 1 512,30 €)

Nom	Prénom	Nbre IHTS	Montant
	Anne-Marie	3,27	64,36
	Daniel	5	164,4
	Pascal	1	36
	Gérard	2	67,32
	Bernard	1	17,01
	Eric	7,5	230,1
	Gabriel	5	104,93
	Roger	1	28,76
	Eric	2	63,64
	Georges	1	33,96
	Christophe	7	105,7
	André	1	34,02
	Thierry	1	31,82
	Jean-Louis	12	222,74
	René	6	128,64
	Herve	11	212,25
	Christine	16	274,62
	Philippe	3,5	104,91
	Jerome	2	56,6
	Marie-Paule	19,5	284,8
	Roy	0,5	7,86
	Steve	6	190,92
	Jean Christophe	2	58,16
	Amadou	25	385,28
	André	21,5	318,42
	Dominique	2,25	33,48
	Francoise	25	340,81
	Jean-Yves	1	30,68
	Thierry	12	214,68
	Jamel	3,5	76,9
	Didier	14	254,56
	Alain	16	330,26
	Pascale	1	29
	Jean-Baptiste	4	90,36

	Michel	14	210,84
	Bernard	2	54,6
	Eric	2,5	39,78
	Francisco	12	199,68
	Michel	8	131,52
	Lionel	4	123,6
	Robert	25	386,14
	Jean-Pierre	2	30,68
	Anne	16	352,86
	Eric	6	98,64
	André	2	59,96
	Charles	12	222,32
	Filippo	1	30,76
	Henri-Pascal	1	30,12
	Hakim	3	59,96
	Albert-Abderrahim	3	75,3
	Didier	10	159,1
	Fabrice	2	60,24
	Mohammed	25	348,26
	Claude	7	222,74
	Thierry	3,5	51,56
	Michel	1	15,34
	Sylvie Claude	25	386,14
	Annick	25	417,97
	Nora	25	440,83
	Jean-Claude	3	94,08
	Pierre-Joseph	13	206,22
	David	1	29,46
	Laurent	3	84,9
	Joseph	1	29
	Xavier	1	14,15
	Karine	7,5	123,59
	David	25	725
	Fabrice	25	394,75
	Laurent	1	26,1
	Christophe	25	394,75
	Franck	2	53,24
	Mustapha	3	84,66
	Alain	14	206,22
	Albert	2	56,44
	Mohamed	2	54,16
	Eric	1	28,3
	Franck	6	87
	Christian	3	53,67
	Nora	7,3	93,81
	Michel	1	27,08
	Abdel-Kader	16	222,06
	Raphael	1	13,54
	Yoann	7	94,78
	Albert	25	370,78
	Thierry	18,75	276,19
	Sylvain	3	42,33
	Abbas	1	26,02
	Eric	2,5	34,83
	Yohann	4	81,24
	Lilian	-4	-29,14
	Ouassila	20	258,26
	Joseph	3	49,32
	Moussa	16	209,8



	Kamel	8	104,08
	Joel	21,5	547,82
	Pierre-Emmanuel	16	261,8
	Roger	2	66,56
	Christophe	2	56,44
	Kamel	1	24,48
	Thierry	9	121,86
	Dominique	9	222,48
	Thierry	12,5	162,63
	Royald	7	103,11
	Christophe	3	78,06
	Radoine	1	26,02
	Stéphane	1	13,58
	Mohamed	3	73,44
	Marcelo	4,5	57,15
	Francis	4	53,4
	Christophe	9	110,16
	Boris	2,5	36,25
	Sabah	8	109,2
	Jean-Pierre	2,5	67,77
	Fatiha	20	256
	Bilal	20	267,52
	Jean-Patrick	9	234,18
	Jean Luc	7	109,97
	David	3	74,88
	Marylène	2,5	50,7
	Lakhdar	25	335,16
	Sofiane	14	203,84
	Sylvie	25	377,39
	Laurent	2,5	37,58
	Nathalie	4	76,44
	Selima	20	245,94
	Mohamed	7	178,36
	Bastien	4	51,4
	Aicha	25	308,09
	Mario	15	220,32
	Jonathan	11,5	153,07
	Sébastien	3	40,17
	Stéphane	21,5	547,82
	Diogènes	19	341,28
	Eric	7	238,14
	Antoine	2	65,92
	Bernard	1	32,88
	Daniel	21	368,2
	Jean Yves	2	49,92
	Lucia	4	49,16
	Jacques	25	738,76
	Philippe	24,5	930,58
	Yves	7,5	151,39
	Jean-Paul	16	270,73
	Isabelle	1	16,4
	Yasmine	2,75	65,56
	Jean-Pierre	25	458,73
	Jean Luc	9	152,1
	Evelyne	25	386,14
	Serge Enrique	3	48,87
	Florence	1	13,01
	Fabien	5	63,15
	Nicolas	3	36,99

	Stéphane	1	25,48
	Mérione	14	171,36
	Gregory	22	297,87
	Virgile	2	51,4
	Cyril	18	258,32
	Malika	25	308,09
	Géraldine	25	314,09
	Valerie	20	247,74
	Frederic	21,5	574,05
	Mathieu	22	425,34
	Faycal	20	256
	Mohamed	25	324,45
	Nadia	11	140,14
	Noureddine	2	49,44
	Franck	1	27,08
	Jean-Claude	2	50,8
	Julien	1	12,89
	Julien	22	290,54
	Thierry	1	27,08
	Hamid	2	48,8
	Thibault	11	144,43
	Francis	2	55,72
	Romain	1	26,02
	Nicolas	1	12,89
	Philippe	1	27,08
	Moustapha	4,5	58,73
	Gérard	12	167,16
	Sébastien	2	52,04
	Marine	1,75	23,24
	Hakim	2	48,52
	Jose-Manuel	2	54,32
	Saindou	3	73,2
	Anthony	2	48,52
	Stéphane	24	303,2
	Maxime	2	24,58
	Jerome	24	539,7
	Virginie	1	12,2
	Tony	1	12,2
	Nicolas	1	24,58
	Hamed	4,5	57,65
	Amedeo	2	49,32
	Hichem	3	72,96
	Stéphane	16	209,8
	Igor	2	48,8
	Laetitia	3	37,65
	Abdelhamid	3	40,17
	Fabien	7	104,4
	Jean-Antoine	2	25,26
	Damien	2	37,65
	Stephanie	25	316,95
	Abdelfattah	-8	-73,98
	Samuel	3	72,96
	Estelle	11	138,05
	Samia	22	531,76
	Christophe	2	49,32
	Gilles	3	53,4
	Jerome	24	420,62
	Laetitia	4	50,52
	Mohamed	10	121,6

	Dany John	-3	-36,39
	Eric	12	152,88
	Nasreddine	4,5	57,33
	Raphael	2	24,96
	Laurent	1	12,2
	Herve	25	481,16
	M'hamed	4	122,72
	Alexandre	3	72,96
	Jeremy	13	178,36
	Salah	25	332,2
	Ali	4,5	57,15
	David	1	24,66
	Pierre	2	50,52
	Loris	7,51	172,17
	Anthony	7,34	175,26
	Nicolas	3	73,74
	Robin	2	24,26
	Belgasse	3	72,96
	Salomé	9,3	116,34
	Julien	8	97,28
	Laurent	10,5	200,66
	Renaud	1	24,32
	Dominique	3	50,49
	Achour	3	73,44
	Jenny	9,5	115,24
	Cristiano	7,51	171,2
	Damien	1,5	38,22
	David	9	134,19
	Eric	3	72,96
	Marie-Odile	1	12,78
	Benjamin	3	36,48
	Lonny	1	25,02
	Daniel	1	24,26
	Benoit	1,09	26,68
	Amar	1	24,32
	Martial	2	50,04
	Samir	1	24,66
	Romain	3,34	81,76
	Alexandre	5,09	124,6
	Geoffroy	2,93	71,73
	Vincent	3	52,44
	Christian	1	32,88
	Dominique	5	117,81
	Alain	9	147,6
	Claude	2	65,76
	Laurent	1	30,68
	Pascal	15	253,77
	Michel	7	114,03
	Jean-Claude	3	92,04
	Anne-Marie	3,27	64,36
	Daniel	5	164,4
	Pascal	1	36
	Gérard	2	67,32
	Bernard	1	17,01
	Eric	7,5	230,1
	Gabriel	5	104,93
	Roger	1	28,76
	Eric	2	63,64
	Georges	1	33,96

	Christophe	7	105,7
	André	1	34,02
	Thierry	1	31,82
	Jean-Louis	12	222,74
	René	6	128,64
	Herve	11	212,25
	Christine	16	274,62
	Philippe	3,5	104,91
	Jerome	2	56,6
	Marie-Paule	19,5	284,8
	Roy	0,5	7,86
	Steve	6	190,92
	Jean Christophe	2	58,16
	Amadou	25	385,28
	André	21,5	318,42
	Dominique	2,25	33,48
	Francoise	25	340,81
	Jean-Yves	1	30,68
	Thierry	12	214,68
	Jamel	3,5	76,9
	Didier	14	254,56
	Alain	16	330,26
	Pascale	1	29
	Jean-Baptiste	4	90,36
	Michel	14	210,84
	Bernard	2	54,6
	Eric	2,5	39,78
	Francisco	12	199,68
	Michel	8	131,52
	Lionel	4	123,6
	Robert	25	386,14
	Jean-Pierre	2	30,68
	Anne	16	352,86
	Eric	6	98,64
	André	2	59,96
	Charles	12	222,32
	Filippo	1	30,76
	Henri-Pascal	1	30,12
	Hakim	3	59,96
	Albert-Abderrahim	3	75,3
	Didier	10	159,1
	Fabrice	2	60,24
	Mohammed	25	348,26
	Claude	7	222,74
	Thierry	3,5	51,56
	Michel	1	15,34
	Sylvie Claude	25	386,14
	Annick	25	417,97
	Nora	25	440,83
	Jean-Claude	3	94,08
	Pierre-Joseph	13	206,22
	David	1	29,46
	Laurent	3	84,9
	Joseph	1	29
	Xavier	1	14,15
	Karine	7,5	123,59
	David	25	725
	Fabrice	25	394,75
	Laurent	1	26,1

	Christophe	25	394,75
	Franck	2	53,24
	Mustapha	3	84,66
	Alain	14	206,22
	Albert	2	56,44
	Mohamed	2	54,16
	Eric	1	28,3
	Franck	6	87
	Christian	3	53,67
	Nora	7,3	93,81
	Michel	1	27,08
	Abdel-Kader	16	222,06
	Raphael	1	13,54
	Yoann	7	94,78
	Albert	25	370,78
	Thierry	18,75	276,19
	Sylvain	3	42,33
	Abbas	1	26,02
	Eric	2,5	34,83
	Yohann	4	81,24
	Lilian	-4	-29,14
	Ouassila	20	258,26
	Joseph	3	49,32
	Moussa	16	209,8
	Kamel	8	104,08
	Joel	21,5	547,82
	Pierre-Emmanuel	16	261,8
	Roger	2	66,56
	Christophe	2	56,44
	Kamel	1	24,48
	Thierry	9	121,86
	Dominique	9	222,48
	Thierry	12,5	162,63
	Royald	7	103,11
	Christophe	3	78,06
	Radoine	1	26,02
	Stéphane	1	13,58
	Mohamed	3	73,44
	Marcelo	4,5	57,15
	Francis	4	53,4
	Christophe	9	110,16
	Boris	2,5	36,25
	Sabah	8	109,2
	Jean-Pierre	2,5	67,77
	Fatiha	20	256
	Bilal	20	267,52
	Jean-Patrick	9	234,18
	Jean Luc	7	109,97
	David	3	74,88
	Marylène	2,5	50,7
	Lakhdar	25	335,16
	Sofiane	14	203,84
	Sylvie	25	377,39
	Laurent	2,5	37,58
	Nathalie	4	76,44
	Selima	20	245,94
	Mohamed	7	178,36
	Bastien	4	51,4
	Aicha	25	308,09

	Mario	15	220,32
	Jonathan	11,5	153,07
	Sébastien	3	40,17
	Stéphane	21,5	547,82
	Diogenes	19	341,28
	Eric	7	238,14
	Antoine	2	65,92
	Bernard	1	32,88
	Daniel	21	368,2
	Jean Yves	2	49,92
	Lucia	4	49,16
	Jacques	25	738,76
	Philippe	24,5	930,58
	Yves	7,5	151,39
	Jean-Paul	16	270,73
	Isabelle	1	16,4
	Yasmine	2,75	65,56
	Jean-Pierre	25	458,73
	Jean Luc	9	152,1
	Evelyne	25	386,14
	Serge Enrique	3	48,87
	Florence	1	13,01
	Fabien	5	63,15
	Nicolas	3	36,99
	Stéphane	1	25,48
	Méroïne	14	171,36
	Gregory	22	297,87
	Virgile	2	51,4
	Cyril	18	258,32
	Malika	25	308,09
	Géraldine	25	314,09
	Valerie	20	247,74
	Frederic	21,5	574,05
	Mathieu	22	425,34
	Faycal	20	256
	Mohamed	25	324,45
	Nadia	11	140,14
	Noureddine	2	49,44
	Franck	1	27,08
	Jean-Claude	2	50,8
	Julien	1	12,89
	Julien	22	290,54
	Thierry	1	27,08
	Hamid	2	48,8
	Thibault	11	144,43
	Francis	2	55,72
	Romain	1	26,02
	Nicolas	1	12,89
	Philippe	1	27,08
	Moustapha	4,5	58,73
	Gérard	12	167,16
	Sébastien	2	52,04
	Marine	1,75	23,24
	Hakim	2	48,52
	Jose-Manuel	2	54,32
	Saindou	3	73,2
	Anthony	2	48,52
	Stéphane	24	303,2
	Maxime	2	24,58

	Jerome	24	539,7
	Virginie	1	12,2
	Tony	1	12,2
	Nicolas	1	24,58
	Hamed	4,5	57,65
	Amedeo	2	49,32
	Hichem	3	72,96
	Stéphane	16	209,8
	Igor	2	48,8
	Laetitia	3	37,65
	Abdelhamid	3	40,17
	Fabien	7	104,4
	Jean-Antoine	2	25,26
	Damien	2	37,65
	Stephanie	25	316,95
	Abdelfattah	-8	-73,98
	Samuel	3	72,96
	Estelle	11	138,05
	Samia	22	531,76
	Christophe	2	49,32
	Gilles	3	53,4
	Jerome	24	420,62
	Laetitia	4	50,52
	Mohamed	10	121,6
	Dany John	-3	-36,39
	Eric	12	152,88
	Nasreddine	4,5	57,33
	Raphael	2	24,96
	Laurent	1	12,2
	Herve	25	481,16
	M'hamed	4	122,72
	Alexandre	3	72,96
	Jeremy	13	178,36
	Salah	25	332,2
	Ali	4,5	57,15
	David	1	24,66
	Pierre	2	50,52
	Loris	7,51	172,17
	Anthony	7,34	175,26
	Nicolas	3	73,74
	Robin	2	24,26
	Belgasse	3	72,96
	Salome	9,3	116,34
	Julien	8	97,28
	Laurent	10,5	200,66
	Renaud	1	24,32
	Dominique	3	50,49
	Achour	3	73,44
	Jenny	9,5	115,24
	Cristiano	7,51	171,2
	Damien	1,5	38,22
	David	9	134,19
	Eric	3	72,96
	Marie-Odile	1	12,78
	Benjamin	3	36,48
	Lonny	1	25,02
	Daniel	1	24,26
	Benoit	1,09	26,68
	Amar	1	24,32

	Martial	2	50,04
	Samir	1	24,66
	Romain	3,34	81,76
	Alexandre	5,09	124,6
	GEOFFROY	2,93	71,73
	Vincent	3	52,44
	Christian	1	32,88
	Dominique	5	117,81
	Alain	9	147,6
	Claude	2	65,76
	Laurent	1	30,68
	Pascal	15	253,77
	Michel	7	114,03
	Jean-Claude	3	92,04
	<b>Total TITULAIRES</b>		<b>36 423,44</b>

Nom	Prénom	Nbre IHTS	Montant
	Meriem	3,75	45,19
	Mounir	2,5	60,25
	Kamel	4,5	55,49
	Ninon	3,75	45,19
	Nessim	4	72,3
	Rachid	28	375,64
	Marjorie	7	96,4
	Noémie	2,25	27,11
	Mehdi	9	216,9
	Marie-Laure	13	231,14
	Kathleen	1	24,1
	Flore	18,5	226,44
	Johann	3	36,15
	<b>Total NON TITULAIRES</b>		<b>1 512,30</b>

Source : Bulletins de salaire janvier



## ANNEXE II - Seconde présomption de charge

**JANVIER 2012** : 16 033,40 € (Titulaires et Non-titulaires) Bordereau 142, mandat 520, prise en charge 23/01/2012

IHTS versées à partir de la 26 <sup>ème</sup> heure									
Nom	Prénom	Total IHTS versées	IHTS dimanche Base (en€)	Nb Heures	Total (en €)	IHTS de nuit Base (en€)	Nb Heures	Total (en €)	Total versé en €
	Salvatore	111	24,1	60	1446	28,92	26	751,92	2197,92
	Eric	92	20,67	54	1116,18	24,8	13	322,4	1438,58
	Henri	70	29,13	44	1281,72	34,96	1	34,96	1316,68
	Franck	72	27,47	44	1208,68	32,96	3	98,88	1307,56
	Olivier	65	26,47	37	979,39	31,76	3	95,28	1074,67
	Mylène	61	26,47	33	873,51	31,76	3	95,28	968,79
	Yves	53	26,47	25	661,75	31,76	3	95,28	757,03
	Philippe	58	21,48	32	687,36	25,78	1	25,78	713,48
	Gregory	58	20,22	24	485,28	24,26	9	218,34	703,62
	Eric	53	19,58	1	19,58	23,5	27	634,5	654,08
	Christian	48	26,47	22	582,34	31,76	1	31,76	614,1
	Hamid	51,39	19,9	24,39	485,36	23,88	2	47,76	533,12
	Brice	46	19,58	12	234,96	23,5	9	211,5	446,46
	Marc	47	19,4	21	407,4	23,28	1	23,28	430,68
	Jerome	43				23,66	18	425,88	425,88
	Patrick	43	19,4	12	232,8	23,28	6	139,68	372,48
	Mustapha	41,49	21,6	16,49	356,18				356,18
	Jean-Luc	36	25,68	2	51,36	30,82	9	277,38	328,74
	Stéphane	36	18,82	2	37,64	22,58	9	203,22	240,86
	Guy	35	20,85	5	104,25	25,02	5	125,1	229,35
	Francoise	35	20,8	10	208				208
	Sylvie	34	22,57	8	180,56	27,08	1	27,08	207,64
	Gaëlle	31	23,02	6	138,12				138,12
	Frederic	31	18,88	6	113,28				113,28
	Géraldine	29,5	20,6	4,5	92,7				92,7
	Raphael	28				25,78	3	77,34	77,34
	Jacques	27				31,76	2	63,52	63,52
	Taous	26				22,88	1	22,88	22,88
									<b>16 033,40 €</b>

**JANVIER 2013** : 15 417,27 € (Titulaires et Non-titulaires) Bordereau 136, mandat 534, prise en charge 23/01/2013

IHTS versées à partir de la 26 <sup>ème</sup> heure									
Nom	Prénom	Total IHTS versées	IHTS dimanche Base (en€)	Nb Heures	Total (en €)	IHTS de nuit Base (en€)	Nb Heures	Total (en €)	Total versé
	Salvatore	110	25,1	60	1506	30,12	25	753	2259
	Franck	77	27,47	50	1373,5	32,96	2	65,92	1439,42
	Henri	72	29,13	45	1310,85	34,96	2	69,92	1380,77
	Olivier	64	26,47	37	979,39	31,76	2	63,52	1042,91
	Gaëlle	64	23,58	25	589,5	28,3	14	396,2	985,7
	Eric	69	21,3	36	766,8	25,56	8	204,48	971,28
	Gérard	53	22,13	1	22,13	26,56	27	717,12	739,25
	Mylène	52	26,47	25	661,75	31,76	2	63,52	725,27
	Marc	58	20,02	31	620,62	24,02	2	48,04	668,66
	Noureddine	56,55	19,83	27,55	546,32	23,8	4	95,2	641,52
	Frederic	55	19,72	21	414,12	23,66	9	212,94	627,06
	Jerome	46	20,55	3	61,65	24,66	18	443,88	505,53
	Anna Pia	50	19,97	25	499,25				499,25
	Eric	46	20,6	12	247,2	24,72	9	222,48	469,68
	Guy	44	20,85	12	250,2	25,02	7	175,14	425,34
	Philippe	43	21,48	16	343,68	25,78	2	51,56	395,24
	Christian	39	26,47	12	317,64	31,76	2	63,52	381,16
	Vincent	37	28,17	12	338,04				338,04
	Yves	36	27,33	9	245,97	32,8	2	65,6	311,57
	Mustapha	37	21,48	12	257,76				257,76
	Patrick	33	20,02	2	40,04	24,02	6	144,12	184,16
	Pascale	32	24,1	7	168,7				168,7
									<b>15 417,27 €</b>

## ANNEXE III - Troisième présomption de charge

JANVIER 2012 : 6 014,18 € Bordereau 142, mandat 520, prise en charge : 23/01/2012

Nom	Prénom	Base	Nbre heures	Montant
	Christian	21,69	2,616	56,74
	Dominique	20,28	2,5	50,7
	Natacha	14,38	4,13	59,39
	Cecile	15,35	2,616	40,16
	Thierry	15,11	3,5	52,89
	Jean-Jacques	22,81	2,62	59,76
	Diega	16,72	2,616	43,74
	Georges	21,69	2,616	56,74
	Larbi	15,11	0,56	8,46
	Florian	15,84	20,61	326,46
	Gérard	16,96	6,18	104,81
	David	17,21	2,616	45,02
	Patricia	17,3	5,81	100,51
	Jean-Pierre	20,03	2,616	52,4
	Farid	17,79	2,616	46,54
	Gregory	15,5	1,5	23,25
	Faouzi	16,72	2,616	43,74
	Yahya	17,3	2,63	45,5
	Patrick	18,37	2,616	48,06
	Jerome	20,76	3,5	72,66
	Morad	16,47	2,62	43,15
	Giovanni	19,69	3	59,07
	Dominique	15,5	1,87	28,99
	Annick	14,96	1,5	22,44
	Pierre	15,99	3,5	55,97
	Pierre	19,69	2,62	51,59
	Fabien	15,11	2,5	37,78
	Frédérique	15,74	2,616	41,18
	Eric	15,01	4,5	67,55
	Patrice	20,57	2,616	53,81
	Gérard	20,76	7	145,32
	Alain	19,59	3,5	68,57
	Frederick	16,23	2,616	42,46
	Gaultier	15,11	5,5	83,11
	Mustapha	15,5	1,13	17,52
	Hakim	15,01	7,86	117,98
	Sahib	21,01	2,616	54,96
	Larbi	18,13	2,62	47,5
	Jean Louis	20,03	2,616	52,4
	Gilles	15,74	2,616	41,18
	Annette	17,79	2,9	51,59
	Martine	19,11	2,616	49,99
	Jean-Pierre	18,37	2,616	48,06
	Jean-Luc	19,69	0,38	7,48
	Didier	16,72	2,616	43,74
	Géraldine	15,01	2,25	33,77
	Yves	21,45	8	171,6

	Jean Luc	19,59	5,5	107,75
	Romuald	15,74	2,616	41,18
	Nicole	17,79	3,75	66,71
	Philippe	20,03	1,866	37,38
	Jean-Antoine	14,62	2,63	38,45
	Pascal	21,69	2,616	56,74
	Vincent	26,08	20	521,6
	Gérard	19,84	3,75	74,4
	Arnaud	15,74	2,616	41,18
	Hamza	14,38	2,62	37,68
	Georges	17,84	5,24	93,48
	Zahir	15,01	2,62	39,33
	Joseph	19,84	2,62	51,98
	Lghali	15,11	2,62	39,59
	Abdelkrim	15,01	2,62	39,33
	Franck	16,13	2,616	42,2
	Astrid	14,43	4,5	64,94
	Vincent	15,74	2,616	41,18
	Patrick	15,74	2,616	41,18
	Alain	19,11	2,68	51,21
	Houcine	15,11	2,62	39,59
	Sarine	15,74	2,616	41,18
	Jean-Paul	20,76	3	62,28
	Carole	16,33	2,9	47,36
	Daniel	18,47	3,5	64,65
	Francois	19,2	2,616	50,23
	Laetitia	14,91	4,12	61,43
	Dominique	21,01	2,616	54,96
	Marc	18,37	2,616	48,06
	Kamel	21,59	7	151,13
	Kamel	21,59	6	129,54
	Michel André	20,76	4,5	93,42
	Brice	15,01	4,5	67,55
	Sofien	15,99	2,68	42,85
	Stéphane	14,43	4,5	64,94
	Abdelhakim	14,38	2,25	32,36
	Salim	19,2	2,63	50,5
	Amar	15,84	2,62	41,5
	Sihem	15,6	2,9	45,24
	Michel	19,59	9,5	186,11
	Jerome	15,11	0,38	5,74
	Fabien	15,35	2,616	40,16
	Luc	14,38	5,26	75,64
	Djamel	14,52	7,85	113,98
	<b>Total versé</b>			<b>6 014,18</b>

JANVIER 2013 : 6 547,03 € Bordereau 136, mandat 534, prise en charge : 23/01/2013

Nom	Prénom	Base	Nbre heures	Montant
	Christian	21,69	2,616	56,74
	Dominique	20,28	5,5	111,54
	Cecile	15,94	2,616	41,7
	Thierry	15,74	8	125,92
	Jean-Jacques	22,81	2,62	59,76
	Larbi	15,74	1,13	17,79
	Gérard	16,96	4,5	76,32
	Patricia	17,3	5,81	100,51
	Jean-Pierre	20,03	2,616	52,4
	Fanny	15,89	2,616	41,57
	Tijana	16,72	2,616	43,74
	Farid	17,79	2,616	46,54
	Sarah	15,01	5,62	84,36
	Grégory	15,89	5,25	83,42
	Christophe	16,72	2,616	43,74
	Patrick	19,2	2,616	50,23
	Jerome	21,45	3,5	75,08
	Pascal	19,11	2,62	50,07
	Morad	16,47	7,86	129,45
	Diega	17,21	2,616	45,02
	Pierre	15,99	3,5	55,97
	Catherine	17,99	3	53,97
	Isabelle	20,96	2,62	54,92
	Fabien	15,69	20	313,8
	Frédérique	16,04	2,616	41,96
	Eric	18,86	3	56,58
	Louis	21,69	2,616	56,74
	Yves	20,76	6	124,56
	Albert-Abderrahim	18,47	2,62	48,39
	Gérard	20,76	27	560,52
	Davy	15,84	2,616	41,44
	Alain	19,59	11,5	225,29
	Frederick	16,72	2,616	43,74
	Jerome	15,74	1,13	17,79
	Mustapha	16,47	10,13	166,84
	Geoffrey	15,06	1,5	22,59
	Sofien	15,01	2,63	39,48
	Jean Louis	20,03	2,616	52,4
	Gilles	16,04	2,616	41,96
	Annette	18,47	5,81	107,31
	Foued	15,69	3,36	52,72
	Jean-Luc	19,69	1,81	35,64
	Clement	15,94	2,616	41,7
	Teddy	15,01	2,63	39,48
	Didier	16,72	2,616	43,74
	Serge	20,76	3,36	69,75
	Yves	21,45	3,5	75,08
	Jean Luc	19,59	12,5	244,88

	Romuald	16,13	2,616	42,2
	René	15,74	5,04	79,33
	Pascal	21,69	2,616	56,74
	Odile	16,82	3,36	56,52
	Kevin	15,01	2,62	39,33
	Arnaud	16,04	2,616	41,96
	Abdellah	19,69	3	59,07
	Sébastien	16,57	2,616	43,35
	Patrick	16,72	2,616	43,74
	Naima	15,3	16,5	252,45
	Damien	15,3	2,62	40,09
	Graziella	18,47	1,68	31,03
	Dominique	18,03	1,41	25,42
	Houcine	15,74	2,62	41,24
	Noémie	15,06	0,75	11,3
	Eric	21,01	1,68	35,3
	Carole	16,82	8,72	146,67
	Daniel	19,59	3,5	68,57
	Marie Sylvie	19,59	5,04	98,73
	Michel André	21,45	3,5	75,08
	Brice	15,69	0,75	11,77
	Sofien	15,99	2,68	42,85
	Stéphane	15,6	1,69	26,36
	Jean-Christophe	15,65	2,62	41
	Aurelie	15,6	5,04	78,62
	Aomar	21,69	2,616	56,74
	Abdelhakim	15,01	5,24	78,65
	Pierre	16,57	1,31	21,71
	Raphael	15,55	2,68	41,67
	Sihem	16,23	2,9	47,07
	Michel	19,59	22	430,98
	Jerome	15,69	5,63	88,33
	Luc	15,11	2,63	39,74
	Djamel	15,69	12	188,28
<b>Total versé</b>				<b>6 547,03</b>

**JANVIER 2014 : 5 812,39 € Bordereau 136, mandat 590, prise en charge : 23/01/2014**

Nom	Prénom	Base	Nbre heures	Montant
	Faouzi	17,21	2,616	45,02
	Christophe	16,72	2,616	43,74
	Philippe	17,55	1,3	22,82
	Frederic	15,26	0,75	11,45
	Romain	15,11	0,75	11,33
	Patrick	19,2	2,616	50,23
	Jerome	21,45	6	128,7
	Pascal	19,11	2,62	50,07
	Morad	16,96	5	84,8
	Diega	17,21	2,616	45,02
	Annick	15,69	2,62	41,11
	Pierre	15,99	3	47,97

	Cathie	15,26	0,75	11,45
	Mickael	15,74	2	31,48
	Loris	15,3	1,5	22,95
	Stéphane	15,16	5,25	79,59
	Cristiano	15,26	0,75	11,45
	Hamid	16,47	2,25	37,06
	Laetitia	15,65	2,62	41
	Fabien	15,79	5,5	86,85
	Eric	15,79	4,5	71,06
	Berkat	15,06	2,63	39,61
	Thierry	16,23	6,499	105,48
	Eric	20,96	2,625	55,02
	Bruno	15,3	2,62	40,09
	Michel	21,01	2,616	54,96
	Olivier	15,94	0,75	11,96
	Emilie	15,3	1,5	22,95
	Jerome	16,57	2,616	43,35
	Antoine	17,99	2,63	47,31
	Yves	20,76	4,5	93,42
	Davy	15,89	2,616	41,57
	Jerome	15,89	5,63	89,46
	Mustapha	16,47	5,63	92,73
	Benoit	15,26	0,75	11,45
	Benoit	15,26	0,75	11,44
	Roudin	15,69	5,36	84,1
	Ammar	21,45	2,62	56,2
	Nacer	16,47	5,24	86,3
	Sahib	21,69	2,616	56,74
	Chantal	15,06	1,5	22,59
	Fabrice	16,04	2,616	41,96
	Gilles	16,13	2,616	42,2
	Annette	18,47	5,81	107,31
	Foued	15,79	2	31,58
	Martine	20,03	2,616	52,4
	Hassiba	16,82	5,24	88,14
	Nessim	15,06	1,85	27,86
	Nordine	15,06	5,24	78,91
	Jean-Pierre	19,2	2,616	50,23
	Jean-Luc	19,69	6	118,14
	Clement	15,99	2,616	41,83
	Teddy	15,06	1,88	28,31
	Géraldine	15,5	0,75	11,63
	Géraldine	15,5	0,75	11,62
	Laurent	17,06	1,5	25,59
	Laurent	17,06	0,75	12,79
	Yves	21,45	11	235,95
	Jean Luc	19,59	5,5	107,75
	Philippe	16,82	1,5	25,23
	René	15,84	3	47,52
	Jean-Antoine	15,79	2,63	41,53
	Nathalie	15,74	1,5	23,61
	Odile	16,82	3	50,46

	Damien	15,3	1,5	22,95
	Kevin	15,06	2,62	39,46
	Arnaud	16,13	2,616	42,2
	Georges	18,96	2,62	49,68
	Zahir	15,79	5,24	82,74
	Lghali	15,79	2,62	41,37
	Abdellah	19,69	2,62	51,59
	Pascal	22,08	2,625	57,96
	Gilles	21,45	5,24	112,4
	Vincent	16,13	2,616	42,2
	Eric	15,06	3	45,18
	Graziella	18,47	1	18,47
	Dominique	18,03	3	54,09
	Sarine	16,72	2,616	43,74
	Carole	16,82	5,81	97,72
	Daniel	19,59	3	58,77
	Francois	20,03	2,616	52,4
	Marie Sylvie	19,59	1	19,59
	Dominique	21,69	2,616	56,74
	Gisèle	20,76	1,5	31,14
	Michel André	21,45	11	235,95
	Brice	15,79	12,38	195,48
	Stéphane	15,65	5,25	82,16
	Georges	21,45	2,63	56,41
	Christophe	15,3	0,75	11,48
	Aurelie	15,94	3	47,82
	Abdelhakim	15,74	2,62	41,24
	Salim	20,28	2,63	53,34
	Salim	15,3	1,5	22,95
	Laurence	19,2	2,63	50,5
	Pierre	16,96	2,24	37,99
	Raphael	15,55	2,68	41,67
	Michel	19,59	12,5	244,88
	Jerome	15,89	1,13	17,96
	Oucama	15,06	2,63	39,61
	Anthony	15,4	0,75	11,55
	Anthony	15,3	3,35	51,26
	Patrick	15,06	2,62	39,46
	Remy	15,99	2,616	41,83
	Djamel	15,74	7,88	124,03
	<b>Total versé</b>			<b>5 812,39</b>